

IA : la France affiche ses grandes ambitions...et ses petits moyens

Emmanuel Macron vient de présenter au [Collège de France](#) à Paris, la stratégie et la vision visant à « positionner la France parmi les grandes nations de l'intelligence artificielle (IA) ». Ce plan est basé sur le [rapport présenté la veille](#) par le député LREM Cédric Villani.

La stratégie exposée s'appuie sur 4 piliers : l'écosystème d'innovation, l'ouverture des données, l'éthique et le financement de l'IA.

Comme le lauréat de la médaille Fields, le Président de la République estime que pour rivaliser avec la Chine et les États-Unis qui investissent massivement, la France et l'Europe doivent « développer une politique de la donnée » ambitieuse. La data étant le « matériau premier de l'intelligence artificielle ». Notamment dans la santé et les transports, avec l'environnement et la sécurité ils sont des secteurs prioritaires pour orienter les efforts économiques de l'État en matière d'IA.

Emmanuel Macron s'engage ainsi pour une « ouverture proactive des données publiques ». Il souhaite, par ailleurs, inciter le secteur privé à l'ouverture de certaines données (intérêt général...). Et multiplier les partenariats public-privé pour créer des plateformes transverses de partage des données.

Par ailleurs, un programme national pour l'IA coordonné avec l'Inria sera lancé. Il permettra de déployer un réseau de recherche dédié sur l'ensemble du territoire. Et ce en partant de l'existant. Il sera « le vaisseau amiral de la recherche publique française ». Et aura « vocation à accueillir des investisseurs privés pour créer des chaires d'excellence ». Des projets seront lancés, avec le soutien de partenaires européens, l'Allemagne en particulier.

Emmanuel Macron veut également soutenir l'innovation associée aux algorithmes de l'IA. En créant « un écosystème favorable à l'émergence de talents et de champions de l'IA en France ». Le Chef de l'État veut aussi développer la formation dans ce domaine. L'objectif fixé étant de « doubler le nombre d'étudiants formés à l'IA d'ici à 2020 ». Et d'augmenter la porosité entre la recherche publique et le domaine industriel. Un chercheur public en France pourra ainsi consacrer jusqu'à la moitié de son temps au secteur privé (alors qu'il est plafonné à 20% aujourd'hui). Le but étant de limiter la fuite des cerveaux vers l'étranger.

Il s'agit, enfin, d'engager une réflexion sur la régulation et [l'éthique de l'IA](#). Pour Emmanuel Macron, la régulation ne doit pas freiner, mais proposer un cadre légal adapté au progrès scientifique, dans le respect de l'humain. L'intégration des considérations éthiques dès la conception des programmes d'intelligence artificielle fait également partie des priorités. Pour éviter qu'ils ne contribuent aux biais de genre, d'origine, etc. Ce qui implique d'ouvrir davantage les cursus et les parcours (ingénierie, programmation...) aux femmes et à d'autres personnes sous-représentées dans ces métiers.

Un financement « à la hauteur des enjeux » ?

Lors de la publication en 2017 d'un précédent rapport sur l'IA (France intelligence artificielle), François Hollande, arrivé en toute fin de mandat, avait fixé l'effort financier de l'État dans ce domaine à 1,5 milliard d'euros sur dix ans.

Son successeur a également parlé d'un financement publique atteignant 1,5 milliard d'euros, mais sur le quinquennat. Ce financement passera par « *un redéploiement partiel du Fonds pour l'innovation de rupture (doté de 10 Md€)* ». Il s'appuiera également sur le Programme des investissements d'avenir (PIA) et des fonds gérés par Bpifrance.

Cet effort doit se traduire, selon Emmanuel Macron, par « *500 millions d'euros d'investissements privés supplémentaires* ». Le Président veut donc convaincre le secteur privé d'investir davantage en France. Un message qui porte ses fruits, semble-t-il.

La veille de la présentation du chef de l'État, le groupe sud-coréen Samsung Electronics a annoncé installer en France, à Paris ou Saclay (Essonne), un laboratoire dédié à la recherche en intelligence artificielle (IA). Ce laboratoire devrait compter une centaine de personnes d'ici la fin 2018.

Un autre poids lourd de l'électronique, le japonais Fujitsu a indiqué implanter en France son centre européen de recherche en IA. Pour ce faire, l'industriel va agrandir son centre existant de 200m2 et travailler en partenariat avec le centre de recherche Inria Saclay.

Par ailleurs, [DeepMind](#), filiale IA de Google, va aussi ouvrir un centre de recherche fondamentale en France. Ce centre sera installé dans les locaux parisiens du moteur de recherche et réunira 15 personnes au lancement. Google a également annoncé la création d'une chaire à Polytechnique et la signature d'un partenariat avec l'Inria.

Facebook, enfin, prévoit de passer à 100 personnes d'ici deux ans (contre 45 aujourd'hui) son effectif de chercheurs et ingénieurs travaillant à Paris sur son programme d'IA. D'autres, dont IBM et Microsoft, mettent l'accent sur l'emploi et [la formation en matière d'IA](#).

Lire également :

[IA : le plan de Macron pour mettre la France sur la carte mondiale](#)

[Cédric Villani chargé de mission en IA au nom du gouvernement/](#)